

LE LIVING LAB TERRITORIAL POUR LA TRANSITION SOCIO ECOLOGIQUE

Le Living Lab territorial pour la transition sociale et écologique est un groupe de recherche transdisciplinaire créé en octobre 2018, porté par la Msh Dijon. Il est ouvert aux acteurs institutionnels, associatifs, et aux différents publics intéressés par les enjeux de la transition socio-écologique.

Il est composé de dix enseignants-chercheurs en économie territoriale, sociologie, aménagement et urbanisme, psychosociologie, histoire des sciences et techniques, sciences de la communication et de l'information, sciences de l'éducation et de la formation rattachés à leurs laboratoires respectifs mais ayant une curiosité commune pour les enjeux de développement territorial. Ceux-ci participent régulièrement aux enquêtes de terrains très chronophages. Un ingénieur de recherche à $\frac{3}{4}$ temps, doctorant en sociologie, assure la coordination logistique du travail de terrain. Il rédige les compte-rendu des séminaires de travail interne et des ateliers en immersion dans les terrains d'enquête, les documents de communication institutionnelle.

Le responsable du département Démarches de développement durable de la *Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement* de Bourgogne-Franche-Comté (Dreal BFC) et un de ses agents, deux responsables de la direction régionale des politiques territoriales de la région Bourgogne Franche-Comté (Région BFC) complètent ce groupe de travail stabilisé, qui s'élargit, selon les terrains d'enquêtes des différents programmes financés, à d'autres chercheurs, acteurs institutionnels, associatifs et autres collectifs engagés dans la transition socio-écologique.

Le Living Lab territorial est né d'un partenariat entre la *Dreal BFC* et la Msh Dijon dans le cadre du programme Bourgogne Franche-Comté en transition (*BFC en transition*) issu d'un appel à projet du Commissariat Général au Développement Durable. Sa situation budgétaire consolidée sécurise le fonctionnement du groupe de travail dans différents programmes : ANR *Transitions Énergétiques Territoires Hydrogène et Société* (THETYS), BQR *dispositif de recherche transdisciplinaire de type « Living Lab »* (Tradli), Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu) pour le projet *Démocratie alimentaire comme enjeu de capacitation territoriale* avec la ville de Tournus. Les fonds Vidal Action de recherche du Cnrs complètent le financement.

En 2020, le Living Lab est membre de l'équipe lauréate du Programme d'Investissements d'Avenir Territoire d'innovation pédagogique pour le projet *Village Ressource Apprenant International* de l'Iut du Creusot. Il est également financé par la Région BFC pour accompagner la direction régionale des politiques territoriales dans la mise en œuvre et l'évaluation de son programme de développement rural « *Villages du futur* ». Enfin, il participe au projet IPAMAC (association des Parcs naturels du

Massif central), qui apporte un soutien méthodologique à huit Parcs naturels du Massif central pour traduire les enjeux de la protection du ciel étoilé dans la construction de trames noires et initier des expérimentations locales contribuant à la conservation de la biodiversité nocturne.

Tous ces programmes dont l'agrégation peut paraître hétéroclite touchent aux enjeux de transition socio écologique abordés dans une démarche transdisciplinaire.

La définition générique du Living Lab est suffisamment souple pour abriter de multiples expérimentations tournées vers l'innovation technique et sociale. Sans céder à la rhétorique managériale que l'on retrouve parfois dans cet univers en réseau, connecté, composé de classes créatives pour réduire l'écart entre recherche et mise sur le marché, nous retenons la dimension méthodologique qui organise des collaborations entre des usagers, des chercheurs, des entreprises et/ou institutions publiques dans le but de définir et développer ensemble de nouveaux services, systèmes publics et communautaires tout en continuant l'exercice scientifique d'observation, questionnement méthodologique et interprétation des faits.

Le Living Lab territorial pour une transition sociale et écologique opérationnalise la démarche transdisciplinaire. Il se construit comme un espace de problématisation d'une situation territoriale fondée sur les débats égaux entre chercheurs et acteurs. Cette problématisation suppose une supervision réciproque des intervenants pour anticiper et réduire les risques d'asymétries dans les relations d'analyse.

La recherche transdisciplinaire n'est pas un cadre homogène d'idées et de méthodes. C'est un ensemble de pratiques d'enquête qui ancrent la connaissance dans l'histoire, l'espace géographique, technique, écologique et social. Elle ne se réduit pas à observer et étudier le comportement humain et les opinions des personnes, des groupes humains sur la réalité. Elle vise le changement social en organisant des modalités d'une recherche qui se construit « avec » les personnes et leurs collectifs et non « sur » ou « pour » les personnes et leurs collectifs. Elle doit se protéger d'un biais. En focalisant sur la dynamique des groupes locaux, la recherche transdisciplinaire pourrait limiter l'enquête et la participation à une petite échelle au détriment d'une stratégie de transformation sociale à des échelles sociales, spatiales, institutionnelles plus grandes. Pour monter en généralité, elle resitue des problèmes locaux dans un jeu d'échelles qui les recontextualise. C'est ainsi que par l'enquête, elle contribue à former des publics qui cherchent à transformer les conditions qui les affectent.

En d'autres termes, le Living Lab est un espace où l'on apprend à hésiter ensemble pour questionner et agir, au sein duquel le processus de recherche s'ouvre évidemment aux connaissances scientifiques mais aussi aux savoirs ordinaires, locaux ; processus qui s'appuie sur une méthode non stabilisée, non standardisée, à inventer selon la problématisation de la situation. Il est le cadre d'un exercice collectif de maïeutique dont la scientificité ne tient pas à la reproductibilité des résultats, mais

au respect d'une procédure d'enquête explicite, impartiale, rendue discutable et intelligible aux pairs et acteurs.

Il ne cède pas à une illusion participative qui dans sa version idéologique et naïve gommerait la différence entre « sens savant » et « sens commun » mais il rejette les formes d'arrogance du premier à l'égard du second pour construire et exercer méthodiquement une prise sur la transition socio écologique, avec les acteurs territoriaux, les habitants collectivement organisés.

Cette ambition est structurée autour de trois axes d'enquête :

1 Rendre les situations territoriales intelligibles aux participants relève d'un exercice d'intelligence collective dont nous avons défini les contours et principes. Il n'existe pas de méthode standard d'intelligence collective. C'est un foisonnement d'expérimentations, d'ateliers, d'outils, de techniques d'animations au sein desquels des collectifs se constituent par et dans des espaces d'interaction et d'échanges contradictoires entre connaissances scientifiques, savoirs et pratiques qui, chacun, obéissent à des régimes de validation et légitimation spécifiques. Les diagnostics territoriaux, les cartes, les statistiques territoriales, les publications scientifiques sont mobilisés, commentés, discutés comme dans toute analyse territoriale. Mais ces données ne deviennent des éléments de cadrage que parce qu'elles participent à la définition du problème commun, au même titre que les expériences et savoirs pratiques. Dans cet exercice, le chercheur n'est pas « hors » mais « dans » le monde qu'il étudie. Les acteurs de la société civile ne sont pas des objets de la recherche mais des sujets. Le chercheur devient acteur au sein d'une communauté épistémique transdisciplinaire qui problématise la situation en produisant effets d'observations croisées (Devereux 1980). En rendant discutables les effets d'observation, l'enquête qui transforme l'objet observé et l'observateur, est une occasion de réflexivité, c'est-à-dire une expérience au sens de Dewey. L'expérience se définit « *comme la liaison entre subir et agir, entre endurer l'impact du milieu et réorienter sa conduite en fonction du trouble (ou doute) éventuel que fait naître cet impact* » (Dewey 2010 p 27). L'enquête essaie de rendre conscient et objectivable le fruit des questionnements, les manières d'hésiter ensemble. Plus précisément, « *la corrélation entre vivre une situation problématique, éprouver les conséquences de ses propres activités et reconstruire le cadre de l'expérience en agissant sur ses conditions afin que puisse reprendre le continuum des expérimentations* » est ce que Dewey appelle tout aussi bien l'enquête que le développement de l'individualité (Ibidem p 31). Dans cette acception, l'enquête n'est pas l'apanage du chercheur, c'est une activité humaine dont le sens et les modalités sont communs à différentes pratiques à l'instar d'un réparateur de vieilles motos comme le décrit Matthew B. Crawford dans son *éloge du carburateur* (Crawford 2016). Elle est pensée comme création et exploration d'un monde dont l'unité et à construire et non à trouver. C'est le processus d'unification qui importe. « *L'unité provient d'un procès de transformation mutuelle entre entités interagissantes, par quoi chacune d'elles acquiert des traits qu'elle ne possédait pas auparavant, indépendamment de l'interaction* » (Dewey 2010 p 25). L'enquête relève alors plus d'une logique de création que d'une logique de découverte. Elle explore les voies d'une « *pensée plus attentive à l'éparpillement de la puissance d'agir du monde, à l'activité du contexte* » (Jensen 2018) qui n'externalise pas le contexte de la pensée. Elle a une visée opératoire : identifier les structures d'opportunités territoriales de

transition pour créer des bifurcations dans les trajectoires de développement et d'aménagement.

2 Identifier les échelles d'analyse et d'action (spatiales, temporelles, individuelles, collectives, institutionnelles).

Rendre les situations territoriales intelligibles, c'est travailler au dépassement des représentations d'un territoire « bocal » considéré comme un isolat pour le problématiser comme une maille à inventer qui lie le lieu géographique à d'autres échelles spatiales, temporelles, sociales et institutionnelles afin de le rendre viable pour les humains et non humains. Autrement dit, la maille n'est pas définie a priori, - même si les acteurs locaux la réduisent souvent au territoire institutionnel-, c'est une expérience de liaison d'entités interagissantes, comme nous l'avons défini plus haut. Dans ce sens, il est pertinent de travailler collectivement l'idée que l'articulation d'échelles est à la fois une méthode d'analyse et une forme de pensée qui ouvrent à de nouvelles stratégies d'action et de bifurcation potentielles des trajectoires de développement et d'aménagement.

Mais la dimension multiscale de l'action est souvent posée sans que les mécanismes de liaison d'échelles ne soient explicitement formulés. Autrement dit, comment les logiques d'actions intègrent-elles les liaisons entre différentes échelles spatiales, temporelles, individuelles et collectives, institutionnelles ? Par exemple, comment lier l'urgence de l'action contre le réchauffement climatique et la planification à long terme, dans quelles intrications d'échelles spatiales et institutionnelles ? Comment les causes locales s'inscrivent-elles dans les enjeux globaux ? Comment combiner la connaissance des limites sociales et environnementales planétaires à l'appréciation des significations et des objectifs particuliers de transition socio-écologique à l'échelle locale ? Quelle est la maille pertinente de liaison de ces enjeux ?

3 Mettre en récit les tentatives de bifurcations

« Pourquoi inviter et utiliser le futur insondable, ouvert ? Pourquoi ne pas se contenter d'améliorer les modèles qui s'appuient sur le passé pour réfléchir à l'avenir, de continuer à découvrir une quantité croissante de données qui ne peuvent provenir que du passé et de produire de plus en plus de plans détaillés et exhaustifs sur la façon de mieux coloniser l'avenir ? Et plus particulièrement, pour reprendre les discours actuels sur les « transformations globales », quand nous sommes « menacés » par l'incertitude, pourquoi ne pas céder à la tentation de se rassurer en ne faisant que des choix « fondés sur des données probantes », qui dépendent de la connaissance de ce qui a bien marché dans le passé et de ce qui se réalisera à l'avenir ? ». C'est en ces termes que Riel Miller invite à faire de l'incertitude et des futurs non probabilistes des catégories à partir desquels penser le présent et projeter des bifurcations possibles dans les trajectoires de développement (Miller 2013 p 129). Nous considérons cette invitation en donnant une place au présent émergent dans les multiples initiatives parcellaires, locales, dans « les alternatives de et à la modernité » (Escobar 2018), non reliées pour en étudier la portée et la visée ontologiques. Faire émerger des contre-récits et imaginaires de la transition, en établir une typologie c'est créer les conditions d'une capacité à aspirer (Appadurai 2004). Cette capacité à aspirer s'élabore chemin faisant en mettant en œuvre un ensemble complexe de

compétences culturelles et identitaires associées à la "voix" en référence à Hirschman (Hirschman 1970) – la capacité à débattre, contester, enquêter, et participer de manière critique au devenir des territoires, de les définir et des façons de les habiter. C'est dans la façon de donner de la voix, dans ce bricolage encore flou que germent des éléments de capacitation territoriale susceptibles de modifier les trajectoires de transition socio écologique au service de de l'accomplissement de personnes dans un espace sur et juste.

Ces trois axes d'enquête ont été formulés lors de différents séminaires au sein du groupe de recherche, toujours en relation avec les acteurs institutionnels et associatifs et des groupes de citoyens ordinaires rencontrés lors des ateliers. Ils constituent le cadrage du déploiement de la démarche transdisciplinaire depuis octobre 2018 et les années à venir.

Les terrains d'enquête

Les orientations du living lab se déclinent dans plusieurs terrains d'enquête participative :

1. Le programme BFC en transition en partenariat avec la DREAL BFC sur les conditions d'essaimage des initiatives citoyennes.

Les travaux ont mis en lumière l'émergence d'un secteur social environnemental fait d'initiatives locales, parsemées, parcellaires et porteuses de revendications démocratiques. Ce secteur n'est pas homogène, ses contours sont flous même s'il présente quelques traits marquants : des valeurs et pratiques partagées sur lesquelles se fonde un récit de la transition qui se distingue de la logique de croissance verte ; la recherche d'un mode d'action coopératif ; la recherche d'un pouvoir d'agir citoyen ; des relations compliquées avec les institutions parce que la logique ascendante et horizontale (des citoyens aux institutions) de ces initiatives locales se heurte à la logique sectorielle et descendante des politiques publiques.

L'enjeu de ce programme est de définir avec les acteurs locaux institutionnels, associatifs, collectifs plus ou moins formels de citoyens les conditions de consolidation des initiatives pour créer un environnement institutionnel, culturel, cognitif favorable à leur déploiement à l'échelle régionale. Ce programme se déploie sur deux terrains d'intervention : l'aire urbaine Belfort- Monbéliard autour de l'association In'Terre ActiV et le département de la Nièvre autour de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) de Prémery.

Apport du living lab : Sur ce projet, le living lab propose un accompagnement méthodologique et réflexif à la DREAL dans sa volonté de transformation de l'action publique par la prise en compte de l'« expérience citoyenne ». Il permet une remise en perspective scientifique des résultats produits dans des ateliers participatifs débouchant sur des écrits qui valorisent le travail réalisé. Pour cela, le living lab a participé à l'ensemble des étapes du projet BFC en transition, dans les phases grand

public comme dans les phases préparatoires d'organisation technique et méthodologique. Il favorise également la mobilisation de chercheurs dans les événements organisés par la DREAL apportant leurs connaissances spécifiques aux débats.

En 2020, le partenariat DREAL-MSH a proposé une intervention dans les Contrats de Transition Ecologique (CTE). Cette intervention vise la consolidation des dynamiques citoyennes de transition par l'institutionnalisation de modalités de coopération pérennes. Le contexte Covid 19 a ralenti l'organisation d'événement public mais a permis la réalisation d'un travail de fond de préparation du terrain par le biais de réunions d'organisation avec les principaux partenaires (DREAL, MSH, In Terre ActiV et TZCLD) et des comités de pilotages locaux sur les territoires pour élaborer les programmes d'action au plus proche des besoins des acteurs reposant sur trois axes : l'*empowerment* écologique (pouvoir d'agir) ; la mise en récit de la transition ; le maillage territoriale (mise en liens des acteurs et gouvernance). Ce programme d'action a commencé à être déployé à partir de septembre 2020 et se prolongera jusqu'en février 2022.

2. Le programme Téthys sur la transition énergétique hydrogène financé par l'ANR en collaboration avec le living lab "le Dôme" à Caen¹

Le projet ANR *Transition énergétique, territoires, hydrogène et société* – (TETHYS) s'inscrit dans le champ de la démocratie technique pour aborder un ensemble de questions liées au processus de territorialisation de la transition énergétique par le vecteur hydrogène. Il va du suivi des démonstrateurs territoriaux constitutifs de filières industrielles dans les régions Bourgogne Franche-Comté et Normandie, lauréates de l'appel à projets « Territoire et Hydrogène » lancé en mai 2016 par le gouvernement français, dans le cadre de son programme de réindustrialisation du pays « Nouvelle France industrielle », à la mise en démocratie d'enjeux à la fois généraux et très pratiques, comme la production de scénarios de transition et de prototypes recourant au vecteur hydrogène. Il vise à dépasser les approches traditionnelles formulées en termes d'acceptabilité sociale des techniques et des risques.

Il est porté par un consortium multidisciplinaire (sociologie, anthropologie des sciences et techniques, psychosociologie, aménagement de l'espace et urbanisme, droit de l'environnement, sciences de l'ingénieur, chimie physique) et multi-territorial basé sur deux structures fédératives de recherche que sont la Maison de la recherche en Sciences humaines de Caen et la Maison des Sciences Humaines en Bourgogne porteuse du living lab territorial pour la transition socio écologique.

Une des particularités de ce programme de recherche est de produire une analyse des enjeux de la transition énergétique sur la base d'un dispositif empirique et expérimental à l'intersection des sphères du savoir scientifique, de la gouvernance,

de la recherche (innovation) et des pratiques (usages). Il s'appuie sur une structure dédiée créée à Caen : un living lab baptisé « *Le Dôme* »¹, en en faisant un instrument de recherche à part entière.

Le fonctionnement de cette organisation frontière est aussi questionné dans la mesure où, habituellement réservée à « *l'émergence d'innovations co-construites avec les usagers et expérimentées dans des environnements réalistes* », son intervention est recadrée dans une perspective plus large de recherche transdisciplinaire se prolongeant dans une action collective susceptible d'offrir un contrepoids à la logique de l'acceptabilité sociale portée le plus souvent par les acteurs institutionnels qui s'impliquent dans des initiatives de ce type. Il s'agit donc de contribuer à la formation d'un public capable de se définir en tant que tel, et de mener une enquête visant à résoudre les problématiques auxquelles il fait face. En d'autres termes, l'enjeu de capacitation des participants par la création d'une communauté épistémique transdisciplinaire est central, même si, à l'origine du programme, il n'est pas formulé en ces termes.

Ce programme porte sur les enjeux de la démocratie technique. Il élabore des scénarios d'usage de l'hydrogène, fabrique des objets mus par cette énergie lors d'ateliers publics pour dégager les représentations imaginaires et récits incorporés dans les usages et objets. Il questionne aussi les conditions de la territorialisation de la transition énergétique hydrogène à partir d'une grille d'analyse comparative des trajectoires de transition de quelques territoires bourguignons labellisés hydrogène. Ces travaux ont permis de mettre en avant trois notions : la structure d'opportunité territoriale de transition, la capacité énergétique territoriale, le droit à la transition. Il ressort que le vecteur hydrogène au-delà des enjeux technico économiques de son déploiement et d'abord un quadruple médiateur : un médiateur entre différentes solutions technologiques (incomplétude des technologies de l'énergie), un médiateur entre échelles institutionnelles (européennes, nationales, régionales et infra régionales), un médiateur entre différents récits de la transition, un médiateur dans la gouvernance économique.

Apport du living lab : Si ce programme préexiste au living lab, ce dernier a offert un cadre de réflexion collective des résultats. Le living lab permet ainsi de réinterroger certains choix méthodologiques par la mise en perspective avec d'autres projets de recherche action participative.

¹ Cette institution, située à Caen (Calvados) constitue le prolongement matériel de l'association « Relais d'sciences » – centre régional de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI Normandie) – et abrite une résidence de projet ainsi qu'un *Fablab*.

3. Le programme sur la démocratie alimentaire financé par la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) avec la ville de Tournus (programme débuté en octobre 2019)

La Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines est un programme portant sur la question de la démocratie alimentaire à Tournus, financé par le ministère de la transition écologique et le ministère de la culture. L'objectif est d'établir un diagnostic territorial participatif sur un an afin d'aboutir à des préconisations pour le territoire, toujours avec une analyse en terme de capacitation, et de faire de la démocratie alimentaire un enjeu de capacitation territoriale. Le programme est arrivé dans un contexte particulier : une liste constituée d'individus de la société civile a évincé le maire il y a deux ans, l'événement central pour cette mobilisation citoyenne ayant été l'implantation d'un cinquième supermarché à Tournus. Une journée d'étude de cas publique aura lieu le 7 Novembre au Palais de justice de Tournus en compagnie des financeurs. Elle donnera lieu à une restitution du travail participatif effectué autour des trois thématiques : une enquête par entretiens collectifs sur la question de l'accès pour tous à une alimentation de qualité, une enquête qualitative par questionnaire sur la production domestique ainsi qu'une enquête exploratoire sur la production par les professionnels effectuée par des étudiants-stagiaires d'Agrosup Dijon. Ce diagnostic donnera lieu à des échanges portants sur des actions envisageables.

Faire de Tournus un territoire de production		Accéder à une alimentation de qualité
Professionnelle : - Questionnaire sur les pratiques de production auprès de l'ensemble des exploitants.	Domestique : - 120 Questionnaires (par échantillonnage) - Entretiens semi-directifs.	4 <i>Focus group</i> : - Citoyens engagés ; - Parents d'élèves ; - Groupe « Communauté Villageoise » ; - Épicerie sociale et solidaire.

4 - Village du Futur

Village du Futur est un dispositif original qui se donne l'ambition d'expérimenter des démarches de développement local à partir des besoins locaux des habitants. Il consiste en la mobilisation des acteurs locaux par des démarches ascendantes, créatives et visant une approche globale des problématiques de revitalisation et de

dynamisation des villages. Il s'appuie sur les termes de la lettre de consultation diffusée par le Conseil Régional formulant la volonté de celui-ci "d'être accompagné tout au long de la démarche par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs intéressés par l'expérimentation et travaillant déjà sur la ruralité et l'analyse des processus de participation des habitants et acteurs locaux", mais aussi sur des coopérations de longue date de certains chercheurs associés à cette réponse avec le Conseil Régional dans le cadre de travaux de prospective, d'évaluation ou de recherche sur les politiques régionales (évaluation de la politique régionale de développement rural, prospective sur la mise en place du SRADT, recherche-action sur la politique des Pays, évaluation des projets Leader, etc.).

La démarche porte sur 4 objectifs principaux:

Ouvrir l'espace de dialogue que constitue le Living Lab aux acteurs du Conseil Régional (en particulier les chargés de mission, notamment de la direction Aménagement du territoire) et à de nouveaux acteurs locaux porteurs d'initiatives de développement local ;

Observer et analyser le lancement, la mise en œuvre et la concrétisation des projets VDF, tout en contribuant, d'une part, à la co-construction du dispositif régional VDF et d'autre part, aux conditions d'émergence et de construction de stratégies et plans d'action par les acteurs locaux reposant sur les besoins identifiés;

Alimenter la réflexion du Conseil Régional sur les processus de construction et de mise en œuvre de ses politiques publiques à destination des territoires ;

Alimenter les travaux du LL sur la compréhension des processus de transition socio-écologiques : ce projet VDF sera ainsi susceptible de contribuer à des publications du LL sur les modalités de conduite de recherche participative, sur les processus de participation aux transitions socio-écologiques des territoires et enfin sur processus de construction et de mise en œuvre de l'action publique en général.

5 - Village Ressource Apprenant International :

Le projet VRAI est un projet sur 5 ans qui a débuté en septembre 2020. Il articule des acteurs économiques, académiques, institutionnels, des groupes implantés sur le territoire ainsi que des PME locale et a pour objectif de développer un lieu d'apprentissage qui accueille des apprenants du collège au doctorat et propose de développer et échanger ses compétences. Ce projet s'appuie sur une licence professionnelle de l'IUT du Creusot. Le village apprenant constitue une plateforme qui permettra de retravailler les différentes situations à enjeux de formation que rencontre le Living Lab sur l'ensemble de ses terrains de recherche.

Le programmes est dans ses premiers balbutiements : Les membres du living lab travaillent actuellement à l'histoire de la formation au sein du bassin d'emploi d'emploi du Creusot. L'enjeu est de resituer le projet Vrai dans une dynamique historique de la formation comme facteur de développement territorial.

6 Projet IPAMAC

Le projet Ipamac caractérise la trame noire et le paysage dans huit Pnr du massif central, dont le Pnr Morvan. Cette année le programme a donné lieu à la mise en oeuvre d'une méthodologie participative de création de parcours nocturnes commentés, dans la perspective de la prochaine candidature du Pnr Morvan au label Réserve internationale de ciel étoilé.

Valorisation de la recherche du living lab

Les programmes de recherche participative déployés sur les 10 premiers mois de l'année s'inscrivent dans le processus scientifique de production de connaissance. Ils ont donné lieu à la rédaction d'un article et à deux communications en congrès. Ce qui est en soi, sur une si courte période, un très bon bilan.

Lapostolle D., (2020) *L'ingénierie territoriale comme opérateur de capacitation territoriale. pour une prise en compte de l'expérience des publics dans la territorialisation de la transition écologique*, Habilitation à diriger des recherches, 250 p.

Lapostolle D., (2020) « Une expérience de territoire zéro chômeur de longue durée, la communauté de communes de Prémery. Une approche par les capacités », dans Andolfatto D., Maffioletti K. (dir), *La fabrique des espaces sociaux. Identités, action, politique* Editions Universitaires de Dijon, p 113-125.

Amand R., Dobré M., Lapostolle D., Lemarchand F., Ngounou Takam E., (2020) Faire de la recherche collaborative : quelle sociologie dans le cadre d'un living lab ? Retour sur l'expérience de « mise en démocratie » de l'hydrogène, *SociologieS*. <https://journals.openedition.org/sociologies/15342>

Milian J., Challéat S., Lapostolle D. (2020), « Du ciel noir à l'environnement nocturne, la construction d'un nouveau front de protection de la nature », Congrès *De la réserve intégrale à la nature ordinaire les figures changeantes de la protection de la nature* (XXE – XXIIE S.), Paris 29 septembre 2020.

Durand E., (2020) *Arpentage du paysage nocturne en Morvan*, mémoire de recherche Master 2 Gestion de l'eau et développement local, Université Paris Nanterre, 78 p.

Tréguy A., (2020) *La démocratie alimentaire comme enjeu de capacitation territoriale*, mémoire de dernière année Ingénieure agronome, Agrosup Dijon, 63 p.

Lapostolle D. (2019) « Comparer les trajectoires territoriales de transition hydrogène », congrès de l'ACFAS *Engager le dialogue savoirs – sociétés* », du 27 au 31 mai, Université du Québec en Outaouais.

Lapostolle D. (2019) « De l'ingénierie territoriale à l'ingénierie de capacitation territoriale. Renouveler les cadres d'analyse et d'action ». Congrès *les formes et limites de l'ingénierie territoriale dans les collectivités territoriales*, Université Littoral de la Côte d'Opal, le 29 novembre 2019, Boulogne sur Mer.

Roy A., Lapostolle D. (2019) « L'essaimage comme processus d'expérimentation citoyenne. Un gage de démocratisation de l'action publique ? », Congrès du Gis démocratie et participation. *Localiser les épreuves démocratiques*, 14, 15, 16 novembre 2019, Paris.

Organisation et participation à de séminaires

« *POPSU à Tournus : une recherche participative au profit de la transition alimentaire* », Présentation lors de la Journée régionale *Les recherches en cours en Bourgogne Franche-Comté autour de la transition alimentaire* le 23 Novembre 2020.

Séminaire l'ingénierie des transitions co-organisé avec l'Unadel, Msh Dijon, le 14 octobre 2020

« La démarche participative dans la petit ville de Tournus dans le cadre de POPSU », Webinaire organisé par le Réseau Rural Français le 25 Juin 2020.

« La constitution d'un dispositif de recherche transdisciplinaire de type LivingLab », Restitution suite à l'AAP TRADLI, MSH de Dijon le 4 Mars 2020.